



HAL
open science

CEDEJ - Centre d'études et de documentation juridique, économique et sociale

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une entité de recherche. CEDEJ - Centre d'études et de documentation juridique, économique et sociale. 2014, Centre national de la recherche scientifique - CNRS. hceres-02033536

HAL Id: hceres-02033536

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02033536v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Évaluation de l'AERES sur l'unité :

Centre d'Études et de Documentation Économiques,
Juridiques et Sociales

CEDEJ

sous tutelle des

établissements et organismes :

Centre National de la Recherche Scientifique - CNRS

Ministère des Affaires Etrangères et Européennes -

MAEE





agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Pour l'AERES, en vertu du décret du 3 novembre 2006¹,

- M. Didier HOUSSIN, président
- M. Pierre GLAUDES, directeur de la section des unités de recherche

Au nom du comité d'experts,

- M. Jean-Paul CHAGNOLLAUD, président du comité

¹ Le président de l'AERES « signe [...], les rapports d'évaluation, [...] contresignés pour chaque section par le directeur concerné » (Article 9, alinea 3 du décret n°2006-1334 du 3 novembre 2006, modifié).

Rapport d'évaluation

Ce rapport est le résultat de l'évaluation du comité d'experts dont la composition est précisée ci-dessous.
Les appréciations qu'il contient sont l'expression de la délibération indépendante et collégiale de ce comité.

Nom de l'unité :	Centre d'Études et de Documentation Économiques, Juridiques et Sociales
Acronyme de l'unité :	CEDEJ
Label demandé :	UMIFRE
N° actuel :	3123
Nom du directeur (2013-2014) :	M. Bernard ROUGIER
Nom du porteur de projet (2015-2019) :	M. Bernard ROUGIER

Membres du comité d'experts

Président :	M. Jean-Paul CHAGNOLLAUD, Université Cergy-Pontoise
Experts :	M. Pierre BLANC, Institut d'études politiques de Bordeaux M. Frédéric CHARILLON, Université d'Auvergne (représentant du CNU)
Délégué scientifique représentant de l'AERES :	M ^{me} Christine NEAU-LEDUC
Représentant(s) des établissements et organismes tutelles de l'unité :	M ^{me} Diane BRAMI, responsable de la coopération internationale, déléguée UMIFRE, CNRS



1 • Introduction

Historique et localisation géographique de l'unité

Le Centre d'Études et de Documentation Économiques, Juridiques et Sociales (CEDEJ) a été créé en 1968 dans le cadre d'une convention de coopération culturelle entre la France et l'Égypte. Il a vocation à produire des connaissances sur l'évolution de la société égyptienne à l'époque contemporaine, dans ses dimensions politiques, économiques et culturelles. Depuis le mois de septembre 2011, le CEDEJ a déménagé dans l'espace de l'Institut Français dans le quartier de Mounira. Le centre dispose à présent de locaux d'une surface de 437 m² - rez-de-chaussée et premier étage - au sein d'un immeuble d'habitation situé au n°1 bis rue Madrassat al-Huquq al-Firansiyya, dans l'impasse qui jouxte l'Institut Français, et fait face à l'Institut Français d'Archéologie Orientale (IFAO). Le CEDEJ a trouvé une solution satisfaisante au problème lancinant de la bibliothèque grâce à la location d'un appartement où les 38.000 volumes ont pu être classés en rayons dans des conditions maximales de sécurité. Tout lecteur potentiel peut consulter le logiciel de recherche sur site du CEDEJ et demander un ouvrage.

Équipe de direction

Le CEDEJ est dirigé par M. Bernard ROUGIER depuis le mois de septembre 2011. Celui-ci est également responsable du pôle « gouvernance publique ». M^{me} Hala BAYOUMI s'occupe, quant à elle, du pôle « système d'information géographique (SIG) et géo-simulation » et M. Roman STADNICKI a la charge du pôle des « études urbaines ». L'équipe de direction a poursuivi le travail de reconstruction du CEDEJ engagé depuis 2011.

Depuis le départ à la retraite de M^{me} Ilham NAÏM, responsable des publications, le poste de celle-ci a été supprimé et ne sera pas remplacé. Les tâches qui lui revenaient ont été attribuées à Mlle Rana КОТВ, assistante du pôle SIG. M. Amr SOHEIL occupe un poste d'assistant ingénieur en informatique et Mlle Maha HAFEZ occupe la fonction de développeur Web.

Nomenclature AERES

Principal : SHS 2_2

Secondaires : SHS 2_4 ; 3_2

Effectifs de l'unité

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2013	Nombre au 01/01/2015
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés	1	1
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés	1	1
N3 : Autres personnels titulaires (n'ayant pas d'obligation de recherche)	1	1
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	1	1
N5 : Autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, Post-doctorants, visiteurs etc.)	6	6
N6 : Autres personnels contractuels (n'ayant pas d'obligation de recherche)	46	46
TOTAL N1 à N6	56	56

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2013	Nombre au 01/01/2015
Doctorants	5	
Thèses soutenues	4	
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité		
Nombre d'HDR soutenues		
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	1	1

2 • Appréciation sur l'unité

Avis global sur l'unité

Le comité d'experts a estimé qu'il devait d'abord prendre en compte les conditions dans lesquelles la nouvelle direction du CEDEJ a trouvé cet institut. Sans pouvoir entrer ici dans le détail, il est clair que ces conditions étaient particulièrement difficiles et c'est tout le mérite du directeur et de son équipe d'avoir relevé ces défis. Cette nouvelle direction a réussi à s'installer dans de nouveaux locaux qui étaient dans un état déplorable, à sauver une importante bibliothèque vouée à la dispersion et à apurer des contentieux assez lourds nés de la crise de l'institution avant 2011.

Sur ces bases consolidées, le CEDEJ semble désormais en mesure de travailler de manière tout à fait satisfaisante. Il constitue potentiellement un élément important de la présence de l'analyse française au Moyen-Orient, en particulier dans un pays clef - l'Égypte - au cœur de nombreux processus en cours. A l'heure où l'Institut Français du Proche-Orient (IFPO) a déjà dû quitter Damas (pour des raisons évidentes), mais également à l'heure où les études arabes, en France, ont connu plusieurs désengagements dans une période qui aurait commandé la démarche inverse, le maintien d'une capacité d'expertise sur place, en Égypte, est fondamental. Le CEDEJ a une histoire, une réputation, et doit retrouver les moyens d'exploiter cet atout et de poursuivre sa mission.

Points forts et possibilités liées au contexte

Avec une diminution importante de ses moyens de fonctionnement en peu de temps (diminution de moitié de la superficie de ses locaux, passage à 3 ETP - on a connu une époque à 15 statutaires et une centaine de personnes avec vacataires et boursiers, dans 800 m²), le CEDEJ affronte une période exceptionnelle à deux titres : a) exceptionnelle du point de vue des restrictions de moyens qui touchent l'action de l'Etat à l'étranger ; b) exceptionnelle aussi, sur place, du fait des soulèvements arabes et ce qu'ils impliquent comme défis à l'analyse, et comme difficulté à travailler sur place (la destination a été elle-même déconseillée voire interdite aux chercheurs CNRS) alors même que ce pays est un terrain d'observation stratégique majeur dans le contexte des bouleversements que connaît le monde arabe.

Dans ce contexte, l'équipe très restreinte du Caire (trois personnes, dont le directeur, et des contractuels locaux peu rémunérés), parvient à maintenir une entité CEDEJ malgré des difficultés évidentes. On aura pu noter, lors des entretiens, le volontarisme de cette équipe, dans des conditions matérielles qui nous sont apparues (par vidéo conférence) peu propices à un travail de recherche.

Cette détermination, le rayonnement scientifique personnel du directeur en titre, et l'annonce de publications importantes à venir (manuscrit d'un ouvrage à paraître à la rentrée 2014 aux PUF), un lien de partenariat avec des autorités étatiques égyptiennes, comptent parmi les principaux points forts du centre, auxquels il faut ajouter l'obtention de financements extérieurs dont la mise en œuvre rapide doit être aidée.

Le comité d'experts a été aussi très sensible au fort engagement professionnel des chercheurs qui, à l'évidence, ont une haute idée de leur mission. Par ailleurs, il a senti un climat de convivialité entre les membres de l'unité et les doctorants travaillant sur place qui ont tous fait part de leur satisfaction de travailler au CEDEJ.

Points faibles et risques liés au contexte

La diminution régulière des moyens de fonctionnement pose la question de la viabilité de cette antenne égyptienne à long terme. L'équipe permanente est réduite à trois personnes ; les contrats locaux inscrivent leurs bénéficiaires dans une précarité qui n'est guère propice à l'engagement dans leur mission ; la diminution des moyens budgétaires semble s'accompagner d'une forme de désengagement des tutelles. À cet égard, le comité d'experts regrette de n'avoir pu discuter avec la tutelle Ministère des Affaires Étrangères et Européennes (MAEE) puisque, prévue, elle était finalement absente lors de l'évaluation, ni avec le Conseil scientifique du CEDEJ, ni avec d'autres acteurs qui auraient pu fournir une mise en perspective de la situation du CEDEJ à la fois par rapport aux autres acteurs de la présence culturelle et scientifique française en Égypte, et par rapport aux autres IFRE de la région.

Par ailleurs, la nouvelle équipe a voulu faire de la sociologie électorale un axe majeur de la recherche au CEDEJ. Si l'idée est excellente et stimulante, on peut s'interroger sur les possibilités de sa mise en œuvre dans un contexte politique qui, en quelques mois, a radicalement changé.



Recommandations

Le comité d'experts recommande de :

- travailler davantage en synergie avec les autres IFRE de la région mais aussi avec l'Institut de Recherche pour le Développement et les Universités égyptiennes ;
- regrouper ou mieux associer les équipes françaises sur place, (par exemple dans les bâtiments de l'Institut Français) ;
- mieux insérer les activités du CEDEJ dans l'ensemble du réseau français existant en Égypte (par exemple, Université française d'Égypte, filière francophone de l'Université du Caire). Cela serait sans doute nécessaire en ces temps de rationalisation, à condition toutefois d'être pensé dans la perspective d'une véritable politique d'influence, et non à l'aune des économies possibles que l'on croirait valorisant de proposer ;
- mieux mettre en valeur les productions intellectuelles du CEDEJ en France, par exemple en organisant une mise en réseau avec un centre de recherches qui pourrait relayer son travail comme celui des autres IFRE de la région ;
- clarifier la question des chercheurs associés ;
- demander au Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE) d'exprimer clairement son projet pour le CEDEJ.

3 • Appréciations détaillées

NB. Compte tenu des effectifs restreints du CEDEJ, le comité d'experts a estimé que l'évaluation équipe par équipe n'avait guère de sens. Il s'en est donc tenu à une évaluation de l'unité prise dans son ensemble.

Appréciation sur la production et la qualité scientifiques

L'équipe actuelle a choisi une temporalité plutôt longue pour la réalisation de ses travaux, après s'être consacrée à la remise à niveau matérielle de ses conditions de travail et la reconstruction d'un esprit d'équipe, à la suite d'une période antérieure (2009-11) apparemment difficile de ce point de vue. On attend donc pour la rentrée 2014 des travaux importants, susceptibles de mettre le CEDEJ au centre de l'expertise française sur l'Égypte (un ouvrage aux PUF, un nouveau numéro de la revue *Égypte Monde Arabe*, notamment).

La présence du CEDEJ sur internet est un peu « baroque » avec deux sites dont l'articulation pourrait être améliorée. Le site officiel du CEDEJ, qu'il conviendrait d'actualiser, comporte ainsi une rubrique « Égypte en révolution » qui ouvre sur un autre site ouvrant sur la revue *Égypte Monde Arabe* et plusieurs rubriques très pertinentes, notamment « regards islamistes sur l'actualité égyptienne et régionale », et « les caricatures parues dans la presse ».

On peut suggérer à l'équipe de nourrir plus régulièrement les productions du CEDEJ par des travaux plus ponctuels, qui peuvent être rédigés rapidement. Ainsi, des notes de recherche précises de quelques pages pourraient être publiées régulièrement avec la participation des doctorants. Une Lettre du CEDEJ plus régulière pourrait aussi nourrir le bilan du centre. Certaines initiatives récentes de l'équipe en place vont déjà parfaitement dans ce sens, mais mériteraient une meilleure valorisation, à commencer par leur intégration dans le site principal du CEDEJ. C'est le cas des « Carnets du CEDEJ » (<http://egrev.hypotheses.org>) qui offrent du matériel de recherche de premier plan sur l'Égypte en révolution.

Appréciation sur le rayonnement et l'attractivité académiques

Comme déjà indiqué, deux limites apparaissent : d'une part, la petite taille de l'équipe dont la notoriété réside essentiellement en la personne du directeur (plus l'apport régulier très substantiel d'un chercheur, M. Stéphane LACROIX, mais qui n'est que chercheur associé, basé à Sciences po Paris) ; d'autre part, la difficile situation sécuritaire égyptienne, qui a fait l'objet d'une restriction aux missions dans ce pays de la part du CNRS. Malgré ces difficultés, l'image du CEDEJ reste bonne : un ouvrage collectif à paraître rassemble de nombreux chercheurs de renom ; la bonne image du centre persiste en France ainsi qu'auprès de la diplomatie égyptienne.

Appréciation sur l'interaction avec l'environnement social, économique et culturel

Dans un contexte troublé, le CEDEJ parvient à maintenir des liens importants avec les autorités et des institutions égyptiennes, avec des doctorants égyptiens y compris non francophones, et un lien de confiance avec la société égyptienne, qu'il faut saluer. L'observatoire des villes et le travail sur la sociologie électorale mettent le CEDEJ au cœur de la réalité égyptienne. Le séminaire sur les villes en lien avec des bailleurs et acteurs égyptiens est un gage d'insertion.

On arrive là sans doute à un optimum : la marge de manœuvre étroite et incertaine qui caractérise la politique égyptienne actuelle et ses rebondissements nombreux, rendent difficile tout conseil en matière de proactivité supplémentaire à l'équipe en place.

Appréciation sur l'organisation et la vie de l'unité

Comme évoqué précédemment, la vie du CEDEJ est contrainte par la taille désormais réduite de l'équipe, mais aussi par un certain nombre d'anomalies : le nombre de vacataires recrutés locaux financés (par des sommes très limitées) sur le budget de fonctionnement (46 « personnels contractuels n'ayant pas d'obligation de recherche » sur 56 personnes...) ; la difficulté d'engager le budget attribué (selon son directeur) ; la difficulté de rendre effectifs les financements extérieurs obtenus (par exemple de l'Association Française de Développement) ; les difficultés quotidiennes liées à l'emplacement choisi pour le centre (y compris des risques de sécurité matérielle), etc.

L'effort important de l'équipe actuelle pour réduire la part des « RH » dans les dépenses, pour restaurer un climat de confiance, pour sauver la bibliothèque menacée un temps (et pourtant reconnue dans la région depuis des

années), pour restaurer les conditions de travail dans un nouvel immeuble peu convaincant (2.500€ de loyer par mois), a permis de sauver l'essentiel, pas forcément de donner une force de frappe suffisante au centre.

Un redressement semble entamé par rapport à d'autres époques que les visiteurs fréquents du Caire ont pu connaître et dont ils gardent le souvenir. Ce redressement ne doit pas rester le fait d'une résistance provisoire et donc nécessairement désespérée, mais doit être pensé et relayé - au besoin discuté bien sûr - par les autorités de tutelle, dont la présence active dans cette réflexion est indispensable.

Appréciation sur l'implication dans la formation par la recherche

Le CEDEJ ne relève d'aucune école doctorale. À ce titre il n'encadre pas de doctorants qui lui seraient administrativement rattachés, mais il reçoit des doctorants d'autres unités de recherche. Il s'attache à favoriser, le plus souvent dans le cadre de missions financées, leurs conditions de travail sur place, en lien avec les thématiques du centre. Si des doctorants sont indiqués (sous la codirection du directeur), ils ne sont pas inscrits en tant que tels au CEDEJ mais dans leurs écoles doctorales respectives. De la même manière et pour la même raison, le comité d'experts a eu quelque difficulté à percevoir à quoi faisait référence l'indication de 4 thèses soutenues.

Le comité d'experts a eu le sentiment, à les entendre, que les doctorants étaient très satisfaits de leurs conditions d'accueil, de leurs relations avec les responsables du CEDEJ et des quelques missions dont ils étaient chargés (responsabilité éditoriale et organisation de séminaires, notamment).

Appréciation sur la stratégie et le projet à cinq ans

La stratégie présentée par l'équipe tourne essentiellement autour d'un programme de recherche axé sur une sociologie électorale fondée elle-même sur les résultats de plus de 5.000 bureaux de vote égyptiens. Ce choix de la sociologie électorale interroge car le caractère démocratique de la transition paraît hésitant, ce qui n'augure pas un calendrier électoral très riche ou en tout cas d'une transparence électorale seule à même de favoriser ce type d'analyse.

On peut suggérer ici à la direction du CEDEJ d'aller au-delà du contenu même de ce projet de recherche pour présenter des pistes d'avenir sur le centre lui-même. À défaut d'un projet de développement du centre (compte tenu du contexte budgétaire), une stratégie de communication serait par exemple la bienvenue, aussi bien pour les supports électroniques que papiers, pour des cycles de conférences ou de rencontres scientifiques éventuelles, pour un lien approfondi avec les acteurs régionaux de la recherche, et avec des acteurs de recherches basés en France.

4 ● Déroulement de la visite

Date de la visite

Début : 17 juin 2014 à 11h30
Fin : 17 juin 2014 à 18 h.

Lieu de la visite

Institution : Locaux de l'AERES (visioconférence)
Adresse : 20, rue Vivienne Paris 75002

Déroulement ou programme de visite

11h30 - 13h00 : réunion du comité d'experts à huis clos (prise de contact, répartition des rôles, premiers échanges)
13h00 - 13h45 : rencontre avec les tutelles et présentation de la politique recherche
13h45 - 15h15 : rencontre avec M. Bernard ROUGIER, directeur de l'unité, cette rencontre pouvant être élargie à tous les membres de l'unité
15h15 - 15h45 : rencontre avec les personnels ITA / IATOS
15h45 - 16h15 : rencontre avec les doctorants
16h15 - 17h30 : réunion du comité d'experts à huis clos

Points particuliers à mentionner

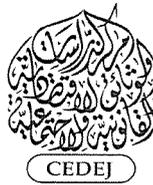
L'audition du directeur de l'unité et de ses membres a été réalisée en visioconférence.

Il faut signaler qu'aucun expert, représentant le CoNRS, n'a pu être désigné par l'institution.

Enfin, un représentant du Ministère des Affaires Étrangères et Européennes devait être présent lors de l'audition des tutelles mais un empêchement de dernière heure l'a vraisemblablement contraint à annuler sa participation.



5 • Observations générales des tutelles



Centre d'Études et de Documentation Économiques, Juridiques et Sociales
MAEE / USR 3123 CNRS

مركز الدراسات والوثائق الاقتصادية والقانونية والاجتماعية

Paris, le 3 août 2011

La direction du CEDEJ remercie les membres du comité d'experts pour leur appréciation des efforts accomplis depuis septembre 2011, en termes de publications (ouvrage collectif sous presse – *l'Égypte en révolutions* – à paraître aux PUF et, pour la version anglaise, chez Mac Millan/Palgrave, plusieurs livraisons de la revue *Egypte Monde Arabe* sur la période révolutionnaire, la sortie d'un *Cdrom* sur le recensement égyptien), de réorganisations (locaux, site Internet, sauvetage de la bibliothèque) dans un contexte matériel – interne et externe – particulièrement difficile. La création des « Carnets du CEDEJ », saluée par le comité, s'inscrit pleinement dans cet esprit. La direction a conscience du caractère perfectible du site Internet, la dimension restreinte de son effectif ne lui permettant pas de traiter toutes les urgences à la fois.

Je me permettrais une divergence d'analyse sur l'interrogation portée par le comité quant à la pertinence d'un axe de sociologie électorale. Au regard de la richesse de la séquence électorale 2011/2012/2013, il aurait été regrettable de ne pas exploiter les clefs de lecture disponibles pour saisir les lignes de fracture sociales et géographiques de la nouvelle Égypte après la chute de Moubarak. Ainsi, le croisement des analyses quantitatives et qualitatives modifie considérablement la compréhension de l'islamisme en Égypte. Même avec le resserrement du champ politique observable depuis la fin de l'année 2013, l'analyse approfondie de la période révolutionnaire 2011/2012 fournit de forts utiles points de comparaison pour évaluer les continuités et les ruptures entre celle-ci et la période actuelle. Sur le plan interne, cet axe fédère les trois pôles de l'unité, et contribue ainsi à une meilleure synergie au sein du CEDEJ. Sur le plan externe, il s'inscrit dans le cadre d'une coopération inter-Umifre – justement recommandée par le comité – avec l'IRMC de Tunis portant sur la situation électorale comparée du Maroc, de la Tunisie et de l'Égypte. Enfin, il existe d'autres axes de recherches du CEDEJ – programme WATARID (gestion de l'eau en zone aride), programme MOUSSON sur la pollution urbaine (PIR/CNRS).

Par ailleurs, le nombre élevé de vacataires s'explique par les nécessités techniques induites par le programme de numérisation des 800.000 coupures de presse engagé à l'automne 2011 par la signature d'une convention entre le MAE, le CNRS et la Bibliothèque d'Alexandrie. Une fois numérisées, ces coupures de presse, qui couvrent trente années de vie politique et culturelle égyptienne, seront accessibles sur le site du CEDEJ. Une coopération CEDEJ/IFAO permettra, de même, un accès à la cartothèque commune aux deux institutions, soit 10.000 cartes et plans.

En termes de formation et d'aide à la recherche, on voudrait enfin souligner l'importance des efforts consentis en la matière – séminaire doctoral mis en place tous les mois par le CEDEJ et l'Institut Français ; école doctorale organisée au début du mois de juillet 2014 à Beyrouth associant le CEDEJ et l'IFPO ; réflexion conduite sur les questions urbaines avec des acteurs publics égyptiens (séminaire CEDEJ/GIZ allemand/Université d'Ayn Shams). Le CEDEJ coordonne aussi chaque année la formation de fonctionnaires égyptiens de l'Agence publique du CAPMAS (diplôme interuniversitaire EPHE/Lyon I).

Le Directeur du CEDEJ

CEDEJ – B.P. 392 Muhammad Farid – le Caire – EGYPTÉ ou

Ambassade de France en République Arabe d'Égypte – Valise Diplomatique – 13 rue Louveau – 92 438 Chatillon Cedex

Tél. : (202) 27930350/51/52/54/55 – Fax : (202) 27930353